**6 aout 2020**

**Cote du Canada pour sa préparation aux inondations: C**

Les provinces et territoires du Canada ont reçu une cote de **C** sur la préparation aux inondations selon une étude nationale menée sur une période de deux ans et terminée en 2019.

Le Centre Intact sur l'adaptation au climat de l'Université de Waterloo a consulté 139 représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux responsables de la gestion des inondations, des risques liés au climat et des services d'urgence de toutes les régions du Canada pour calculer cette cote.

Une étude comparable, réalisée en 2016, a abouti à un résultat national de **C-**, ce qui suggère que le niveau de préparation du Canada pour limiter les risques d'inondation s’est amélioré au cours des quatre dernières années.

« Le Canada va dans la bonne direction en matière de protection contre les inondations. Face à un changement climatique effectivement irréversible, le défi, et l'opportunité, à l'avenir sera de continuer à déployer des mesures pour limiter les risques futurs des inondations » a déclaré Blair Feltmate, président du Centre Intact et auteur du rapport.

|  |
| --- |
| **Cote en matière de préparation aux inondations des provinces et territoires canadiens** |
| **Province / territoire** | **2016** | **2019** |
| Colombie-Britannique | D | C+ |
| Alberta | C+ | C+ |
| Saskatchewan | C | C |
| Manitoba | C | C- |
| Ontario | B- | C |
| Québec | C | C |
| Nouveau-Brunswick | C- | C |
| Nouvelle-Écosse | C+ | C |
| Île-du-Prince-Édouard | D | B- |
| Terre-Neuve-et-Labrador | D+ | C+ |
| Yukon | D+ | B- |
| Territoires du Nord-Ouest | NA | C |
| Nunavut | NA | C- |

Le niveau de préparation des provinces et des territoires face aux inondations a été évalué par rapport à neuf et sept critères, respectivement, traitant des sujets tels que :

* l'état de préparation des cartes des plaines inondables du Canada,
* l’aménagement du territoire par rapport aux risques d'inondation,
* les efforts à conserver les infrastructures naturelles,
* la sécurité des infrastructures essentielles et
* la capacité de la santé publique et de la gestion des urgences à limiter les risques d'inondation.

Pour chaque entretien et critère examiné, les provinces et les territoires ont été évalués sur une échelle quantitative de cinq niveaux, allant de «A» (le niveau de préparation aux inondations le plus élevé), à «E» (le niveau de préparation aux inondations le moins élevé).

Les points saillants de l'étude sont les suivants:

* L'Alberta, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et le Yukon ont déclaré avoir intégré les effets des changements climatiques dans leurs initiatives de cartographie des plaines inondables, tandis que la Colombie-Britannique, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, le Québec et la Saskatchewan ne collaborent qu'avec les gouvernements locaux et des agences concernant l'intégration des changements climatiques dans le développement des cartes de plaines inondables.
* Les provinces et les territoires ont signalé des points forts dans la gestion des urgences, en particulier en ce qui concerne le maintien des systèmes de prévision des crues et d'alerte en cas d'inondation.
* Les provinces et les territoires ont fait preuve de diligence dans la gestion durable des inondations en ce qui concerne les efforts à conserver les infrastructures naturelles, comme les milieux humides, dans les nouveaux développements communautaires.
* Les provinces et les territoires ont indiqué une participation limitée dans l'atténuation du risque d'inondation appliqué aux systèmes d’infrastructures critiques, incluant des systèmes électriques, des systèmes de télécommunication, des réseaux routiers, des pipelines et des infrastructures d'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées.
* Les provinces et les territoires ont reçu des cotes faibles en matière d'aménagement du territoire, ce qui reflète un mépris quasi pancanadien à limiter les nouveaux développements dans les plaines inondables.
* Pour l’ensemble des provinces et des territoires, en particulier à la lumière d'un climat changeant, il existe à la fois un besoin et une possibilité de revoir les interdépendances des systèmes (par exemple, la production d'électricité, l’approvisionnement en carburant, les services de télécommunications, etc.) pour éviter les pannes de système en cascade.

Parmi les principales sources d'inondation au Canada (c.-à-d. fluvial, pluvial, côtière, eaux souterraines), seulement la cartographie des zones à risque d’inondations fluviales a été élaborée par toutes les provinces et ce, pour une partie de leur territoire seulement. Pour toutes les autres sources d'inondation, les efforts de cartographie restent soit sous-développés, incomplets ou inexistants.

« Le changement climatique n’est pas uniquement un problème environnemental, c’est aussi un problème sociétal et économique », a déclaré Charles Brindamour, chef de la direction d’Intact Corporation financière. « L’adaptation aux impacts du changement climatique relève d’un effort collectif. Les recommandations de ce rapport permettent aux communautés, aux ONG et aux gouvernements de continuer à progresser et d'accélérer la mise en œuvre de mesures et de normes de résilience qui auront un impact durable. »

L'étude a révélé que la compréhension des moyens disponibles pour réduire les risques d'inondation au Canada est élevée. Les provinces et les territoires canadiens devraient doubler leurs efforts en matière de réduction des risques d'inondation, afin d’assurer que la cote nationale de 2024 sur le niveau de préparation aux inondations est un solide A.

------------------

Contact de l’Université de Waterloo | Rebecca Elming | relming@uwaterloo.ca

226-338-6564